

VILLE DE VANNES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE VANNES**

§ § § § § §

Séance du Conseil municipal du 10 octobre 2022

Le Conseil municipal, convoqué par lettre du lundi 03 octobre 2022, s'est réuni le 10 octobre 2022, sous la présidence de M. David ROBO, Maire

Présents :

David ROBO, Fabien LE GUERNEVE, Gérard THEPAUT, Monique JEAN, Mohamed AZGAG, Christine PENHOUE, Hortense LE PAPE, Michel GILLET, Nadine PÉLERIN, Latifa BAKHTOUS, Olivier LE BRUN, Chrystel DELATTRE, Virginie TALMON, Patrick MAHE O'CHINAL, Armelle MANCHEC, Patrick LALOUX, Eric ROUILLON, Marie CLEQUIN, Jean-Pierre RIVERY, Violaine BAROIN, Jean-Jacques PAGE, Annaïck BODIGUEL, Patrice KERMORVANT, Karine SCHMID, Maxime HUGÉ, Vincent GICQUEL, Pascale DEVOILLE, Claire BOEDEC, Marc-Antoine MENIER, Catherine LE TUTOUR, Franck POIRIER, Christian LE MOIGNE, Sandrine BERTHIER, Simon UZENAT, Patrick LE MESTRE, Marie-Noëlle KERGOSIEN, Guillaume AUFFRET, François RIOU

Pouvoirs :

François ARS a donné pouvoir à M. LE BRUN
Alain Michel RICHER a donné pouvoir à M. GICQUEL
Anne LE HENANFF a donné pouvoir à M. LE GUERNEVE
Frank D'ABOVILLE a donné pouvoir à Mme PÉLERIN
Elen KERGUERIS a donné pouvoir à Mme DELATTRE
Laetitia DUMAS a donné pouvoir à M. UZENAT

Absent(s) :

Odile MONNET

Membres en exercice : 45

Secrétaire de séance : Marc-Antoine MENIER, Conseiller municipal

Séance du Conseil municipal du 10 octobre 2022

CONSEIL MUNICIPAL

Voeu - Envolée des prix de l'énergie

M. Simon UZENAT présente le rapport suivant :

C'est un vœu concernant l'envolée des prix de l'énergie que subissent les collectivités et les entreprises.

Face à l'explosion des prix de l'énergie, gaz et électricité, de nombreuses collectivités locales et entreprises se trouvent aujourd'hui démunies. Dans un contexte inflationniste, leur capacité à assurer la qualité des services publics, à soutenir l'emploi local et à investir pour accélérer les transitions énergétiques et climatiques ne sont plus garanties.

S'agissant des collectivités locales, les inquiétudes ne manquent pas pour 2022 mais aussi et surtout pour 2023. En l'espèce la hausse bien inférieure à l'inflation de l'enveloppe nationale des dotations globales de fonctionnement, la création d'un fond vert qui n'accompagnera que les investissements nouveaux et dont près d'1/3 des crédits sont issus de recyclage d'anciennes sommes déjà existantes, tout comme la mise en place d'un filet de sécurité « très contraignant » sont loin de répondre au choc énergétique et inflationniste. Alors que le bouclier tarifaire qui limitera la hausse du tarif de l'électricité à 15% en 2023 ne concerne que les plus petites communes, la mise en place pour les 500 plus grandes collectivités des pactes qui n'ont de confiance que le nom vient ajouter des contraintes et un contrôle Etatique a posteriori particulièrement malvenu dans cette période d'incertitudes majeures au plan géopolitique, économique et social.

Ces pactes instaurent ainsi une baisse inédite des dépenses réelles de fonctionnement, en volume dans un contexte d'inflation élevée et de remontée des taux d'intérêt quand les contrats de Cahors visaient, eux, et on les avait critiqués à l'époque, à limiter la hausse des dépenses réelles de fonctionnement à 1,2%, dans un contexte d'inflation quasi nul et avec des taux d'intérêt extrêmement bas. On voit bien aujourd'hui l'écart entre les 2 dispositifs et l'inadéquation de la proposition portée par le Gouvernement pour les collectivités.

Pour les entreprises, le bouclier tarifaire ne concerne que les entreprises de moins de 10 salariés avec un chiffre d'affaire inférieur à 2 millions d'euros et dont la puissance du compteur est inférieure ou égale à 36 kilovolt ampère. Ce dernier critère écarte de très nombreux artisans de bouche à l'activité consommatrice d'énergie notamment les boulangers et les bouchers entre autres ou encore des professionnels de la métallurgie.

Pour tous ces acteurs économiques, cette explosion de la facture énergétique s'ajoute à la hausse des prix des matières premières et des emballages. En outre l'éventuelle prise en charge par l'Etat de leur perte d'exploitation relève d'un véritable parcours du combattant avec de nombreuses conditions cumulatives qui excluent de nombreux entrepreneurs.

En conséquence, le Conseil municipal de Vannes demande au Gouvernement d'étendre le bouclier énergétique à toutes les collectivités locales et à toutes les très petites entreprises.

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Pour : 40 voix

Abstentions : 4 voix.

Pour extrait certifié conforme au procès-verbal

Le Directeur Général des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Emmanuel Gros', written over a faint circular stamp.

Emmanuel GROS